

NANTES MÉTROPOLE
DIRECTION DES OPÉRATEURS PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

<p>Marché de travaux</p> <p>Travaux de renouvellement de surpresseurs et de vannes sur la station de l'île Chaland à Basse-Goulaine</p>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
commun aux 2 lots

Procédure Adaptée Ouverte
(Article R2123-1 du code de la commande publique)

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)
Tout dépôt d'offre devra être précédé d'une visite obligatoire (cf. art. 1.1)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur le renouvellement de surpresseurs et de vannes sur la station de l'île Chaland à Basse-Goulaine.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Visite obligatoire commune aux 2 lots

Dans le cadre de cette consultation, les candidats sont **impérativement** tenus de visiter les lieux d'exécution des travaux.

Aussi, les candidats doivent obligatoirement joindre à leur offre l'attestation de visite (selon le modèle versé au DCE) datée et signée par un représentant de l'acheteur.

Une visite sur site sera organisée le **jeudi 10 avril à 09h30**. Avant la visite, les candidats prendront contact avec :

Alexis AUDUREAU – 07 64 50 91 08

Le nombre de visiteurs par entreprise est limitée à 2 personnes, équipés des équipements de protections individuels suivants : gilet fluorescent, casque de chantier et chaussures de sécurité.

Lieu de la visite : Station de l'île Chaland, 44115 Basse Goulaine

1.2 - Mode de consultation

Procédure Adaptée Ouverte (art. R2123-1 du Code de la commande publique).

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots.

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>
1	Renouvellement et mise en place de deux nouveaux surpresseurs
2	Renouvellement de vannes et clapets

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	Travaux
Code CPV	45252130-8 Équipement de station d'épuration

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La période de préparation commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer cette préparation. Le délai d'exécution commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service distinct qui prescrira de commencer les prestations du présent du marché.

Pour le lot 1 :

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 16 semaines, non comprise dans le délai d'exécution du marché.

Le délai d'exécution est fixé à 4 semaines.

Pour le lot 2 :

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 3 semaines, non comprise dans le délai d'exécution du marché.

Le délai d'exécution est fixé à 4 semaines.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante (qu'elle soit facultative ou obligatoire) découlera strictement de l'application des critères d'attribution visés à l'article 5 ci-dessous qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes (facultatives et obligatoires) présentées.

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les concurrents doivent impérativement présenter une offre entièrement régulière au regard du dossier de consultation (solution de base).

Mais ils peuvent également proposer, conformément à l'article R2151-8 et suivants du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pourvu que celles-ci respectent les exigences minimales détaillées suivantes :

- réponse au besoin fonctionnel détaillé par le C.C.T.P.
- respect des normes et/ou exigences fonctionnelles minimum ou maximum mentionnées par ce même C.C.T.P, lorsque la variante porte notamment sur les produits ou les modalités d'exécution des prestations.
- intangibilité des clauses du C.C.A.P.

Ce ou ces variantes devront être entièrement décrites techniquement et financièrement dans un document indépendant de l'offre de base. Le montant devra être reporté à l'Acte d'engagement. Les candidats indiqueront les adaptations ou modifications au C.C.T.P. et le cas échéant, aux pièces financières, qui sont nécessaires.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3 – Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- * Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation » commun aux 2 lots
- * Le document procédure adaptée simplifiée (P.A.S.) propre à chaque lot
- * Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun aux 2 lots et ses annexes
- * Le Bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) propre à chaque lot
- * Le modèle d'attestation de visite.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles

Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Le document «Procédure Adaptée Simplifiée» (PAS) , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
L'attestation de visite , datée et signée par un représentant de l'acheteur
Le Bordereau de Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) , dûment renseigné
Le mémoire technique au sein duquel le candidat précisera ou produira : <ul style="list-style-type: none"> Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public). les notes de calculs permettant de déterminer le dimensionnement technique de l'installation, l'emplacement et le type de surpresseurs et de matériaux associés les fiches techniques des matériels proposés pour le lot 1 l'organisation et une note méthodologique des dispositions et moyens prévus par les candidats pour chaque type de travaux (études d'exécution, essais en usine, essais sur site...) le phasage envisagé des travaux et le planning prévisionnel (études, approvisionnement, montage, réception en usine, réception en plateforme d'essais et essais sur site) les dispositions que le candidat envisage pour assurer la continuité de services : proposer des solutions pour maintenir l'aération du bassin d'aération durant la totalité de l'intervention et pour maintenir le process durant le renouvellement de chaque vanne et clapet la méthodologie pour respecter le traitement des déchets la performance énergétique des surpresseurs pour le lot 1

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Pour le lot 1 – renouvellement et mise en place de deux nouveaux surpresseurs :

Critères	Coefficient
Valeur technique	55
- Qualité des références de travaux équivalents	10
- Prise en compte des besoins et détails des notes de calculs : dimensionnement technique de l'installation, l'emplacement et le type de surpresseurs et de matériaux associés	15
- Qualité des fournitures à l'aune des fiches techniques : descriptions, caractéristiques et choix techniques, garanties	10
- Pertinence du procédé de mise en œuvre, organisation et déroulement des travaux : description du procédé, cohérence du plan et du planning d'exécution prévisionnel, études d'exécution, fourniture et livraison des surpresseurs et des matériels associés : variateur, raccordement électrique, système de vannage, travaux de pose du nouveau surpresseur dans le périmètre du local existant à côté des deux autres surpresseurs, raccordements, essais en usine, essai de mise en route	10
- Prise en compte de la continuité de service : solutions proposées pour maintenir l'aération du bassin d'aération durant la totalité de l'intervention	10
Valeur environnementale	10
- Traitement et/ou recyclage des anciens équipements	
- Efficacité énergétique des surpresseurs	
Prix des prestations	35

Pour le lot 2 – renouvellement de vannes et clapets :

Critères	Coefficient
Valeur technique	55
- Qualité des fournitures : descriptions, caractéristiques et choix techniques, garanties	10
- Pertinence du procédé de mise en œuvre, organisation et déroulement des travaux : description du procédé, cohérence du plan et du planning d'exécution prévisionnel, études d'exécution, fourniture et livraison des matériels, raccordements, essais en usine, essai de mise en route	20
- Prise en compte de la continuité de service : solutions proposées pour maintenir le process durant le renouvellement de chaque vanne et clapet	25
Valeur environnementale	10
- Traitement et/ou recyclage des anciens équipements	
Prix des prestations	35

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

Dans le cas où le marché est conclu à prix global et forfaitaire :

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociation et régularisation

Dans un premier temps, et si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les **3 offres** les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

A titre indicatif, cette négociation aura lieu le 28 mai 2025 dans la matinée sur le site de l'usine de la Roche de Nantes Métropole.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 6 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt : contact.marches@nantesmetropole.fr